



Taux actuels de **d'émaciation** : 3.2% **retard de croissance** : 26.8% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 8.4%

Source : Gouvernement zimbabwéen (DHS, 2015)

Bons résultats

- Zimbabwe : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Zimbabwe : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2015.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Zimbabwe : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Zimbabwe : 93.7% des femmes de 15 à 49 ans ont réitéré vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Zimbabwe : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (6% des dépenses publiques en 2016) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Zimbabwe : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (8.1% des dépenses publiques en 2015) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Les services de vulgarisation agricole sont l'apanage de l'État et les agriculteurs pauvres n'ont pas leur mot à dire dans la définition de priorités pour les politiques. Le système de recherche et de vulgarisation agricoles n'atteint pas les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Il n'existe pas de politique en faveur de l'égalité des sexes dans l'accès aux services de vulgarisation agricole.
- Zimbabwe : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Zimbabwe : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Zimbabwe Medium Term Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Zimbabwe : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 45 % des enfants en 2015.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (61% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Zimbabwe : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Zimbabwe : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	6%	2016	20e ex aequo
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	8.1%	2015	16e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2016	11er ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Médiocre	2007	42e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	32.3%	2014	35e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2016	21er ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Bon	2016	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2013	29e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2017	17e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	45%	2015	33e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	73%	2017	32e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	61%	2017	8e
Visites médicales pour les femmes enceintes	93.7%	2014	18e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2011-2015	37e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS ² dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

^ Code international de commercialisation des substituts du lait maternel